

ZVON A. Fall
1097

1097

Abdoulaye Fall
St. Louis

LE MARCHÉ SENÉGALAIS DE LA VIANDE APRES LA DEVALUATION

INTRODUCTION

La période après dévaluation a été caractérisée par d'importantes hausses des prix des denrées de première nécessité, en particulier de la viande. Cette hausse s'est étalée dans le temps, n'épargnant aucune partie du Sénégal. A Dahra, principal centre de production, le prix du kg de viande est passé de 750f à 1200f, tandis qu'à Dakar, de 1200 f le kg avant dévaluation, le même produit voit son prix varier entre 1500f (kiosque de HANN en face de l'ISRA) 1300f (DADIS) et 1600 f (relevé hebdomadaire de prix dans le journal Walfadri): deux points éloignés l'un de l'autre de moins d'un kilomètre. A Thiès la viande est vendue entre 1200 et 1300f le kg comparée à 1000f avant la dévaluation. A Dakar, on note une différence de prix que n'expliquent ni la dimension, ni celle de l'espace, ni celle de la forme de présentation du produit. On devrait plutôt enregistrer des prix plus élevés à DADIS qu'au niveau de Hann, quartier plus populaire, si on tient compte des coûts de production.

Durant le mois de juillet 1995, le prix de la viande atteignit le record de 1700f le kg déclenchant l'alarme du côté des pouvoirs publics qui élaborèrent un plan d'action (pour lutter contre la hausse du prix de la viande) rapporté dans le numéro 989 de Walfadri, quotidien Dakarois sous le titre "la viande sur la table du conseil de ministres". De nombreuses incohérences se sont glissées dans le diagnostic fait par techniciens du ministère de l'agriculture.

Incohérences dans le diagnostic des causes des hausses de prix de la viande

Ce plan d'action pour arrêter la hausse des prix de la viande énumère un certain nombre de causes de hausse sans faire la distinction entre celles découlant de la dévaluation et celles dues à la saisonnalité. Il y a des hausses dues à la dévaluation et d'autres dites naturelles car se produisant depuis toujours aux mêmes périodes sans intervention d'éléments extérieurs. Les hausses situées entre les mois de juin et juillet sont principalement dues à la saisonnalité de l'offre de bétail. On ne peut pas les imputer à la dévaluation: en effet le faire consiste simplement à postuler que l'effet choc de la dévaluation se poursuit toujours; les réajustements ne prennent jamais fin.

La "période de soudure" correspond au début d'hivernage; en effet, durant cette période, les bovins sont si affaiblis (par le manque de nourriture) qu'ils ne peuvent pas faire le trajet séparant les zones de production des principaux centres de consommation. Cette période est caractérisée, par conséquent, par une offre de bétail, provenant des zones pastorales, très réduite pour des raisons liées à la valeur bouchère des bovins et à leur capacité de survie durant le transfert. Comme produit de substitution sur le marché apparaissent les bovins embouchés (zone agro-pastorale) dont les coûts de production sont plus élevés et la qualité viande meilleure. Il n'est donc pas surprenant que cette viande de meilleure qualité issue d'un système de production différent coûte plus cher; d'où la hausse des prix constatée. En relisant les tendances historiques de l'offre depuis 1968, on note, immanquablement, que les augmentations de prix de la viande, en début d'hivernage, ne relèvent pas seulement de la dévaluation mais aussi du caractère saisonnier de l'offre (voir document du séminaire sur "la politique agricole au Sénégal" publié par l'ISRA et édité par Bingen et Crawford).

Les problèmes liés au **stockage de la viande** sont aussi mentionnés ("défaillance des installations frigorifiques") pour expliquer la hausse des prix : c'est assez surprenant qu'une panne de "frigo" entraîne une hausse des prix. On devrait s'attendre au contraire car on a recours au stockage soit pour éviter une baisse générale de prix découlant d'une offre trop importante soit pour conserver la qualité et la fraîcheur du produit dans le cas de la viande. Nous ne disons pas que le stockage ne permet pas de réguler un marché mais c'est fait à dessein et sur une base inter-temporelle. Ce serait même une attitude surprenante de la part des chevillards, de stocker pour faire baisser les prix.

On évoque, aussi dans le journal, le "**paradoxe**" de l'élevage pastoral qui consiste en une stagnation voire une baisse de l'offre de viande face à une augmentation des prix. Il est supposé alors que les agents économiques concernés ne réagissent pas aux signaux du marché. On peut trouver une justification à un tel comportement (absence de réaction) dans les stratégies de reconstitution du troupeau pastoral décimé par la dernière sécheresse. Ceci s'explique surtout parce que durant la sécheresse précédente le pasteur a perdu beaucoup d'animaux. Par conséquent il adopte automatiquement une stratégie de reconstitution du troupeau pour retrouver la taille souhaitée du troupeau pouvant assurer la survie à long terme du noyau familial. Cette explication nous évite donc de tirer des conclusions hâtives allant dans le sens d'une irrationnalité des pasteurs.

Les créances dues aux intermédiaires constituent une autre explication des hausses de prix. Si récupérées, ces créances augmentent considérablement la masse des liquidités circulantes dans la filière bétail-viande. Cela correspond à une augmentation de la demande solvable de bétail du côté des dioula: il m'est difficile d'attendre d'une telle augmentation une baisse des prix.

A la limite, ce qu'on peut attendre de ce renforcement des liquidités en circulation est la baisse du taux d'intérêt pratiqué en cas de vente du bétail à crédit. Devant cette réduction du prix du bétail, les économistes prédisent une augmentation des quantités demandées (dioula) et/ou une baisse des prix aux consommateurs, si les mécanismes de régulation sont automatiques. Les deux effets: augmentation de la demande solvable et baisse des taux d'intérêt (prix d'acquisition plus bas du bétail) agissent en sens contraire. La résultante de leur action représente une question empirique. L'on devrait s'attendre, en réalité, à ce que les créances recouvertes, créent une atmosphère plus optimiste dans le marché du bétail et plus propice aux échanges et aux investissements.

Remarquez que le plan d'action privilégie surtout les efforts situés en aval de la filière (les intermédiaires qui n'ont pas une influence directe sur l'offre de bétail. Les intermédiaires achètent ce que les pasteurs décident de vendre. On peut dès lors dire que, le plan d'action susceptible de porter des fruits devra décider les pasteurs à destocker plus, donc donner beaucoup plus de considération à l'élevage pastoral et à l'analyse du comportement économique des pasteurs.

Toujours reste posée, sans réponse satisfaisante, la question de savoir comment parvenir à une baisse des prix de la viande? La réponse semble très évidente mais difficile à mettre en oeuvre. Nous vous proposons, ci-dessous, d'explorer notre hypothèse de sortie des hausses en spirale basée sur une stratégie directe d'augmentation de l'offre. Il demeure bien possible d'atténuer la hausse des prix de la viande voire de l'arrêter mais il faut frapper à la bonne porte.

Deux hypothèses: celle des intrants et celle des coûts de production

Certains pensent que, pour stimuler l'offre, il suffit simplement de baisser le prix des intrants ou de les subventionner. Cette hypothèse a fait école au niveau de la SODESP qui l'utilisa en même temps que l'incitation par des prix attractifs pour faire monter l'offre de viande. De 1978 à aujourd'hui les taux d'exploitation ont stagné autour de 10 %, donnant peu de crédit à cette hypothèse.

D'autres pensent que le facteur le plus déterminant, pour augmenter l'offre de viande, est représenté par les coûts de production en élevage pastoral. Cette hypothèse est basée sur le fait que les pasteurs sont sensibles à leurs coûts de production qui affectent largement leur prise de décision et leurs stratégies de capitalisation ou de destockage. Pour les tenants de cette hypothèse, la réduction du coût de facteurs tel que l'eau ou l'alimentation, ne se traduit pas directement en une augmentation de l'offre, mais au contraire, les gains de productivité peuvent être retenus sous forme de capital-bétail. Ceci découle des interférences entre les fonctions du bétail en milieu pastoral. C'est pourquoi, le cadre conceptuel, choisi pour analyser les problèmes de l'offre de bétail, doit être essentiellement du type économique et souple pour tenir compte de ces interférences. Posé dans un cadre approprié, des outils deviennent immédiatement disponibles pour approcher le problème de l'offre de bétail.

Importance du bétail dans les stratégies des pasteurs

La difficulté pour résoudre ces problèmes d'offre, quand il s'agit du bétail, réside dans la complexité et la multiplicité des fonctions du bétail dans nos sociétés traditionnelles. Les fonctions économiques sont très présentes (compte courant, ou d'épargne, valeurs refuges et investissement) à côté des fonctions culturelles ou anthropologiques. La dimension inter-temporelle (héritage et mariage) affecte souvent la prise de décision des pasteurs. En effet, ici, on peut reporter une décision de vendre du bétail comme un agent économique fait, assez souvent, un choix entre consommer et épargner.

Le plus souvent chez le pasteur la décision d'épargner l'emporte sur celle de consommer ou d'acheter des biens durables. L'austérité de leur vie épargne aux pasteurs les choses qui nous tracassent et qui engloutissent nos économies. De telle sorte qu'en élevage pastoral les subventions peuvent aggraver les pénuries à cause des fonctions économiques du bétail. Les gains de productivité obtenus grâce aux subventions sont souvent capitalisés et ne se traduisent pas en augmentation de l'offre.

En effet, le pasteur comme tout autre agent économique se demande souvent, mais pas à haute voix, s'il est rentable de garder ou de se débarrasser d'un bovin pour une période de production donnée. Le critère de prise de décision, dans ce cas là, est inéluctablement: "si cela rapporte plus que cela ne coûte, gardez le bien économique pour une période supplémentaire". N'oublions pas qu'une des fonctions essentielles du bétail est que le cheptel est aussi bien le compte d'épargne que le compte courant de l'éleveur.

Le taux d'intérêt de ce placement est souvent supérieur à celui des banques qui ont, en plus, le désavantage d'être éloignées de la zone sylvo-pastorale. Ce qui fait que la compensation qu'apporte le risque quasi nulle qui caractérise les comptes courants des banques devient, dès lors, très peu attractif. Ceci est d'autant plus vrai que cette compensation est atténuée par le fait que l'argent liquide est dévalorisé par l'inflation; ce qui n'est pas le cas pour l'élevage qui représente un parapluie contre

l'inflation.

Nous venons de constater qu'en introduisant une entrée socio-économique particulière, on arrive à mieux à saisir les motivations des comportements rapportés. En effet, une lecture du comportement des pasteurs vis à vis du bétail, ignorant les fonctions multiples et complexes du cheptel, conduit à de fausses conclusions déroutantes quand il s'agit de concevoir des politiques exigeant une forte implication et adhésion de populations ayant leurs objectifs propres..

Particularités, subventions et coûts de production du système pastoral

Le système (de production) pastoral possède la particularité de consommer peu d'intrants achetés sur le marché. Par conséquent pour en évaluer les coûts de production, nous avons émis quelques hypothèses en travaillant sur un troupeau type de bovins et de petits ruminants. Les enquêtes du P.AP.EL ont révélé qu'en moyenne le troupeau bovin par famille est de 50 têtes et celui des petits ruminants de 100 têtes. Les opérations journalières effectuées pour ce troupeau sont:

- l'abreuvement au forage qui mobilise 3 personnes par jour et pendant 3 heures,
- le gardiennage qui utilise une personne par troupeau pour une journée de 8 heures (dans la plupart des cas les bovins ne sont pas gardés), quand la main d'oeuvre non familiale est utilisée, le gardien est payé 100000f à la fin de l'année. Ceci correspond à un salaire journalier de 274f pour 8 heures de travail: c'est un salaire horaire de 35f. Toutes les formes de main d'oeuvre sont alignées sur cette grille.
- la traite et les soins faits par 3 personnes pour une période évaluée 240 jours pour une durée journalière de 2 heures.

La tarification de l'eau en zone sylvopastorale est de 75 f par tête et par mois pour les bovins et de 50 f par tête et par mois pour les petits ruminants. Pour notre famille type, le coût journalier de l'eau (pour 10 mois d'abreuvement au forage) est de 292f.

Principaux coûts journaliers de production en élevage pastoral: main d'oeuvre locale (traite, gardiennage , abreuvement), tarif payé pour l'abreuvement, alimentation et soins vétérinaires.

Tableau 1 .- Principaux coûts variables de production en élevage pastoral (FCFA/kg)

<i>Coûts</i>	<i>Après dévaluation</i>	<i>%</i>	<i>Avant dévaluation</i>	<i>%</i>
Alimentation	78	12	68	17
Soins véto	294	44	171	42
Tarif eau	292	44	167	41
Total	664	100	406	100

Le coût de la main d'oeuvre locale, en général, n'a pas été influencé par la dévaluation pour une raison relevant de l'offre et de la demande locale. A l'opposé, les soins vétérinaires, selon le suivi, sont passés de 171F/j à 294 F/j. En même temps, les charges alimentaires pour réduire l'impact de la disette en fin de saison sèche sont passées de 68 à 78 f/j.

Pour les observateurs avertis, le système pastoral est largement subventionné à travers une tarification' de l'eau en deçà de son coût d'opportunité. L'abreuvement y représente un poste de dépenses important (44% du total). Cette subvention occasionne des distorsions (coût apparent de production bas mais important dans la prise de décision) qui s'ajoutent aux fonctions économiques pour aggraver la situation de pénurie et de hausse des prix. 75 à 85f par bovin et par mois quand on sait qu'il y a des fraudes de toutes sortes et des dispenses injustifiées, font que cela paie d'attendre une période supplémentaire pour destocker du bétail. L'augmentation de l'offre, donc l'éventuelle baisse des prix, passe par une élimination des distorsions économiques. En effet, on paie le prix de l'eau en vendant, par exemple des animaux.

La dévaluation est supposé² avoir un impact variable suivant les différentes composantes des systèmes de production et des filières.

Deux systèmes d'élevage

Deux systèmes d'élevage coexistent au Sénégal :

- le système pastoral de type extensif confiné dans une zone caractérisée par des niveaux de pluviométrie relativement faibles qui rendent l'agriculture aléatoire. Ce système concerne la partie nord du Sénégal que se partagent les régions de Saint-Louis, Louga, Diourbel et Tambacounda. On appelle cette région écologique abusivement Ferlo; d'autres préfèrent la dénomination de Zone Sylvopastorale (en connotation avec les systèmes de production). En dehors des terroirs sédentaires, on

Il est important ici de ne considérer que la valeur d'usage des forages car ces derniers ont une valeur financière nulle mais une valeur économique élevée (coût d'opportunité de l'eau).

rapporte une faible densité démographique, des activités économiques gravitant autour de l'élevage extensif, la cueillette et l'agriculture des variétés exigeant peu d'eau. C'est l'élevage l'activité de prédilection des peul, des Maures sénégalais et des Sérères pour qui, le Bassin arachidier, est devenu trop étroit pour un élevage de type extensif. La contribution de ce type d'élevage à l'offre de viande s'évalue à 90%;

- le système agro-pastoral localisée dans les zones à vocation mixte (dans un passé récent) où l'agriculture extensive (sous la poussée démographique et la demande croissante en terres), a évincé l'élevage extensif. Le récent cycle de sécheresse y a introduit des stratégies de diversification, parmi lesquelles, l'élevage intensif en embouche. La production de viande tend à s'y intensifier (utilisation plus intensive d'intrants pour le raccourcissement du cycle de production et pour l'augmentation de la productivité pondérale).

Cette intensification vise la génération de liquidités à temps opportun pour faire face au désengagement de l'état en matière d'approvisionnement en intrants agricoles. On confond cette région, malgré sa tendance à s'élargir, au centre nord du Bassin arachidier. Elle est la plus importante pourvoyeuse de Dakar en viande de qualité supérieure qui représente jusqu'à 10% de l'offre globale de viande. Dans cette stratégie, sont impliquées les groupements d'intérêt économique, les paysans disposant de moyens ou de troupeaux et divers privés.

La production se fait dans un environnement inflationniste aussi bien en amont qu'en aval. En amont le facteur déterminant relève du niveau de dépendance sur la consommation d'intrants usinés ou importés et les besoins en investissement (forage, équipement) ou en renouvellement d'investissements. En aval, les prix offerts suivent le cours de l'inflation sur une base nominale.

Impact sur les producteurs du système extensif

Ce système de production possède la particularité de consommer peu d'intrants achetés sur le marché. Par conséquent, pour en évaluer les coûts de production, nous avons émis quelques hypothèses en travaillant sur un troupeau type de bovins et de petits ruminants. Les enquêtes du PAPEL (Projet d'Appui à l'Élevage) ont révélé, qu'en moyenne, le troupeau bovin par famille est de 50 têtes et celui des petits ruminants de 100 têtes.

L'analyse des charges journalières variables montre que le coût du gardiennage n'a pas été influencé par la dévaluation pour une raison relevant de l'offre et de la demande locales. A l'opposé, les soins vétérinaires sont passés de 171 FCFA/j à 294 FCFA/j. En même temps, les charges alimentaires, consenties pour réduire l'impact de la disette en fin de saison sèche, sont passées de 68 à 78 FCFA/j

La famille de type pastoral choisie est aussi caractérisée par des taux d'exploitation de son troupeau de petits ruminants de 25 % et de 10 % pour celui des bovins. Du relevé de prix effectué au foireil de Dahra, il ressort un prix moyen par tête de 12.500 FCFA (contre 9.500 FCFA avant dévaluation) pour les ovins et de 80.000 FCFA (65.000 FCFA avant) pour les bovins. En moyenne, le prélèvement de lait mesuré s'élève à 8 l/j pour une durée de lactation (240 j). Chaque litre étant échangeable sur place contre 100 FCFA, le lait procure un revenu journalier de 526 FCFA. Globalement le revenu tiré

quotidiennement de l'élevage par la famille type est passé de 1.935 FCFA à 2.478 FCFA soit une hausse de 28 %.

Il ressort du tableau 2 que les recettes brutes et les dépenses ont variées dans des proportions différentes. Quand les dépenses augmentent de 63 %; la hausse correspondante des recettes brutes n'est que de 28 %. Il en résulte une baisse des recettes nettes de 19 % par rapport à la période avant la dévaluation.

L'analyse comparative montre que l'augmentation des revenus est inférieure au taux d'inflation (minimum de 30 %). Ceci révèle une position, après dévaluation, correspondant à une perte de pouvoir d'achat. Cependant, il faut signaler que pour une bonne partie des coûts de production il n'y a pas sortie effective d'argent de la poche du pasteur sauf pour le tarif d'abreuvement. Ainsi en terme de disponible monétaire, le pasteur engrange plus que ne révèle l'analyse comparée des revenus et des coûts. En fait sur les 1.463 FCFA, pour beaucoup de familles pastorales, l'unique sortie d'argent correspond aux soins vétérinaires, au tarif payé pour l'abreuvement et à l'alimentation : soit 664 FCFA/j. Ainsi 799 FCFA constituent la somme journalière engrangée parce que c'est la main d'oeuvre familiale qui est utilisée. En apparence la famille pastorale constate une augmentation de ses disponibles en liquidités supérieure à la période passée et au taux de dévaluation.

En période d'inflation non anticipée, les gagnants sont ce qui ne détiennent pas, par devers eux, d'avoirs liquides. C'est le cas des pasteurs qui gardent le plus souvent leurs biens sous une forme non liquide (stock animal). Ceci fait qu'ils ont capturé, en apparence, les avantages liés à la dévaluation. En système extensif, caractérisé par une austérité en matière de consommation d'intrants alimentaires, on peut s'attendre à ce que le système soit plus stable et moins affecté par l'inflation. Cependant si les investissements en matière d'infrastructures hydrauliques devaient être renouvelés, la dévaluation affecterait largement ce système de production.

Tableau 2 : évolution des couts et recettes entre les deux périodes

Rubrique	avant dévaluation	après dévaluation	variation (%)
revenus journaliers bruts :			
* ovins	650	856	
* bovins	890	1096	
* lait	395	526	
* total	1935	2473	28

dépenses journalières			
* alimentation	68	78	
* soins veto	171	294	
*droits d'abreuvement	167	292	
* total	406	664	63
revenus journaliers nets	1529	1814	19

Impact sur le système agro-pastoral

En système intensif (utilisation plus massive d'intrants), comme c'est le cas de l'embouche paysanne et industrielle, les coûts de production sont largement influencés par l'inflation. Par ailleurs l'embouche industrielle a presque disparu au Sénégal du fait, en partie, de la concurrence que se livrent les deux sous-systèmes pour un segment de marché plutôt étroit. Cependant l'embouche paysanne reste très menacée car sa rentabilité était largement conditionnée par les charges alimentaires et financières élevées et la saisonnalité des prix.

Pour une durée d'embouche de 120 jours, toutes les charges et les recettes sont rapportées à la journée d'embouche sur la base d'un bovin embouché. Remarquons que le format des bovins peut être différent, ceci nous a amené à le standardiser à des fins de comparaison.

La réactualisation de l'étude menée en 1990 à Diourbel et à Bambey a permis la comparaison des deux périodes (avant et après dévaluation) pour la production intensive de viande et pour la rétribution d'une journée d'embouche. Les principaux postes de dépenses dans ce type de production sont le coût d'acquisition du bovin, les charges alimentaires, les frais financiers et les autres coûts (contention, commercialisation, convoyage et frais vétérinaires).

Globalement, les charges alimentaires journalières ont augmenté dans les deux localités suite à la dévaluation (tableau 3). Les frais financiers dépendant des charges globales et surtout du coût d'acquisition du bovin ont aussi subi une augmentation sensible. Ces augmentations n'ont pas épargné les prix de vente qui sont passés de 237.000 FCFA par bovin à 285.750 FCFA dans le foirail de Diourbel et de 237.840 à 300.000 FCFA pour un bovin de même format. Par contre, les marges bénéficiaires ont baissé pour un bovin standard de 350 kg à l'entrée de l'atelier d'embouche et de 450 kg à la sortie du même atelier.

Tableau 3 : évolution des coûts et recettes entre les deux périodes

Rubriques	Avant dévaluation		Après dévaluation		Variation (%)	
	Diourbel	Bambey	Diourbel	Bambey	Diourbel	Bambey

Revenus journaliers bruts: * vente de bovins embouchés	1975	1982	2381	2500	20	26
dépenses journalières: * cout d'acquisition * alimentation * intérêt * divers total	948 284 424 25 1681	948 325 370 22 1665	1250 369 502 26 2147	1300 429 518 24 2271		36
revenus journaliers nets:	294	317	234	229	-21	28

Recommandations

Malgré les signaux très expressifs et suggestifs venant du marché, l'offre de viande ne progresse pas dans le sens voulu par les autorités gouvernementales. A tel point qu'un conseil interministériel s'est tenu sur le "cas de la viande" pour en réduire les prix ou éviter de futures hausses. A l'opposé du discours officiel, nous préférons utiliser le levier des coûts de production pour améliorer l'offre de bétail.

En effet, la situation actuelle en zone sylvo-pastorale, très favorable en terme des coûts de production et le taux de rentabilité positif et supérieur au taux d'intérêt bancaire, font que les pasteurs **reçoivent** des signaux globaux recommandant la capitalisation à la place du destockage. Restaurer une situation de vérité des charges de production peut inverser ces choix alternatifs.

L'État demeure le propriétaire du principal facteur de production en milieu pastoral, à savoir l'eau des forages, Une tarification de l'eau se rapprochant plus de son coût d'opportunité pousserait les pasteurs à déstocker plus pour faire face à leur charges et ne pas garder des animaux ayant dépassé le seuil de rentabilité. En effet en comparant deux périodes pour décider de garder ou de déstocker un animal, l'éleveur se rend compte que cela lui coûte très peu de garder un animal pendant une période supplémentaire. Ceci est vrai parce que les subventions ont changé le seuil naturel de rentabilité en réduisant les charges de production.

Du côté de l'emboucheur, il est montré que, sans faire intervenir la perte de pouvoir d'achat (liée à l'inflation), ce dernier subit déjà des réductions de marges bénéficiaires. Paradoxalement, ces emboucheurs continuent à accorder une place encore importante à l'embouche dans leur stratégie de gestion et de génération de liquidités en temps opportun.

Les agro-pasteurs se trouvent dans une position plus difficile d'un point de vue de l'analyse financière pure. Cependant, l'une des sources de charges les plus élevées est représentée par les taux d'intérêt du crédit informel. Leur réduction, en renforçant le système institutionnel de crédit et en identifiant plus correctement ses cibles, ouvre des perspectives plus heureuses pour l'embouche paysanne. Cette stratégie ayant des objectifs multiples de génération de revenus, de transfert de fertilité et de réduction

de l'exode rural, mérite plus d'attention sur le plan plus tactique. Elle tend aussi à améliorer l'offre de bétail destinée à l'abattage, car les emboucheurs, à l'opposé des pasteurs, inscrivent plus leurs activités dans la courte période. L'objectif des emboucheurs étant de maximiser les liquidités sous la condition d'un taux de rentabilité positif même s'il est faible.

Le recensement des créances dûes aux intermédiaires et leur recouvrement sont indispensables pour accompagner et soutenir la stratégie d'augmentation de l'offre en bétail. En effet une augmentation de l'offre non accompagnée d'une demande effective solvable débouche sur une détérioration de la position des producteurs qui sont les acteurs réels du développement de l'élevage. C'est dire que le système de commercialisation et surtout son environnement financier et institutionnel ont un rôle important à jouer pour impulser, garantir et créer une atmosphère où règne l'optimisme économique